



**PRÉFET  
D'INDRE-  
ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de l'Environnement,  
de la Coordination et de l'Appui Territorial**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE**  
**relatif à une demande dérogation de l'installation de transit et regroupement de déchets**  
**industriels spéciaux exploitée par la SOCIÉTÉ ORLÉANAISE D'ASSAINISSEMENT (SOA)**  
**en ZI n° 2, rue de Prony à Joué-lès-Tours**

**DECAT/BE/ N° 21487**

référence à rappeler

Le préfet d'Indre-et-Loire  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**Vu :**

- le code de l'environnement et notamment ses articles L.181-1, L.511-1, L.181-14, R.181-45, R.512-52 et R.181-46 ;
- la nomenclature des installations classées ;
- l'arrêté préfectoral n° 14629 du 15 octobre 1996 autorisant la société SANITRA FOURRIER à poursuivre l'exploitation d'un centre de transit de déchets industriels situé en ZI n° 2, rue de Prony à Joué-lès-Tours ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 21404 du 4 mars 2025 relatif à l'exploitation d'une installation de transit et regroupement de déchets industriels spéciaux située en ZI n° 2, rue de Prony à Joué-lès-Tours suite au réexamen des conditions d'exploitation introduites par la directive IED et exploitée par la société SUEZ RV OSIS OUEST ;
- la demande présentée le 24 décembre 2025 par la société SOCIÉTÉ ORLÉANAISE D'ASSAINISSEMENT (SOA), dont le siège social est situé 6 rue Nathalie Sarraute 44200 NANTES, en vue de déclarer le report des échéances fixées à l'article 9.1.6 dans l'arrêté préfectoral complémentaire n° 21404 du 4 mars 2025 concernant la dépollution de la zone de rétention située à l'Est et de la fosse hydrocarburée à l'Ouest sur son site de Joué-lès-Tours ;
- le projet d'arrêté porté le 7 janvier 2026 à la connaissance du demandeur ;
- l'observation formulée le 8 janvier 2026 par le demandeur ;
- le rapport et les propositions en date du 9 janvier 2026 de l'inspection des installations classées ;

**Considérant ce qui suit :**

- la SOCIÉTÉ ORLÉANAISE D'ASSAINISSEMENT (SOA) prévoit une étude en 2026 en vue de regrouper l'ensemble des activités de transit de déchets conditionnés du site de Joué-lès-Tours sur le site unique de Chaingy (département 45) ;
- la SOCIÉTÉ ORLÉANAISE D'ASSAINISSEMENT (SOA) a porté à la connaissance du préfet d'Indre-et-Loire que le projet de modification de ses installations de Joué-lès-Tours déposé le 29 juillet 2024 et acté par l'arrêté préfectoral complémentaire n° 21404 du 4 mars 2025 ne serait finalement pas réalisé, suite à la réorganisation des sociétés du groupe SARP qui conduira à terme soit à la refonte complète du site soit à la cessation d'activité de l'installation classée pour la protection de l'environnement sur le site de Joué-lès-Tours ;

- la SOCIÉTÉ ORLÉANAISE D'ASSAINISSEMENT (SOA) indique qu'elle transmettra un autre « porter à connaissance » permettant, dans l'attente de cette restructuration et, pendant la réalisation des aménagements sur le site de Chaingy (45), d'encadrer le site actuel de Joué-lès-Tours avant le 31 mars 2026 ;
- sur ce qui précède, la SOCIÉTÉ ORLÉANAISE D'ASSAINISSEMENT (SOA) sollicite dans un premier temps le report de la dépollution, qui sera réalisée au plus tard le 31 décembre 2030, de la zone de rétention située à l'Est et de la fosse hydrocarburée à l'Ouest mentionné à l'article 9.1.6 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 21404 du 4 mars 2025 sur son site de Joué-lès-Tours ;
- ce report permet à l'exploitant le temps nécessaire pour réaliser les études du site de Chaingy, l'instruction de ce dossier et de la réalisation des travaux permettant de transférer les activités du site de Joué-lès-Tours sur ce dernier ;
- la demande présentée par l'exploitant ne constitue pas une modification substantielle des conditions d'exploitation de l'établissement ;
- il apparaît malgré tout nécessaire d'encadrer cette demande ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture d'Indre-et-Loire,

## ARRÊTE

---

### 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

---

#### 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

##### 1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation

Dans le cadre de la demande de dérogation des conditions d'exploitation portées à la connaissance du préfet, la SOCIÉTÉ ORLÉANAISE D'ASSAINISSEMENT (SOA), dont le siège social est situé au 6 rue Nathalie Sarraute 44200 NANTES, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 21404 du 4 mars 2025 modifiées et complétées par celles du présent arrêté, à exploiter au 10-12 rue de Prony à Joué-lès-Tours (coordonnées Lambert 93 X = 521164 et Y = 6696323), les installations détaillées dans les articles suivants.

##### 1.1.2 Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

###### 1.1.2.1. Prescriptions modificatives relatives à la dépollution de la zone de rétention située à l'Est et de la fosse hydrocarburée à l'Ouest de l'installation

Les prescriptions de l'article 9.1.6. de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 21404 du 4 mars 2025 relatives à la dépollution de la zone de rétention située à l'Est et de la fosse hydrocarburée à l'Ouest de l'installation sont modifiées et remplacées par les dispositions suivantes :

*« Dans le cadre de la demande présentée le 24 décembre 2025 par la SOCIÉTÉ ORLÉANAISE D'ASSAINISSEMENT (SOA), l'exploitant procède à un diagnostic de pollution des sols, au droit des zones de la rétention située à l'Est et de la fosse hydrocarburée à l'Ouest. Dans le cas où est détectée une pollution, un plan de gestion est proposé et l'exploitant procède au plus tard à la dépollution du site avant le 31 décembre 2030.*

*L'exploitant est en mesure de justifier la commande des travaux (en fournissant : bon de commande, facture, devis signé bon pour accord...) de la dépollution des zones impactées, avant le 30 septembre 2030.*

*L'exploitant s'assure que les travaux réalisés sont conformes et procède au recouvrement étanche de la zone après sa dépollution. »*

### 1.1.2.2. Ajout de prescriptions

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 21404 en date du 4 mars 2025 sont complétées par les prescriptions suivantes :

*« La SOCIÉTÉ ORLÉANAISE D'ASSAINISSEMENT (SOA) transmet avant le 31 mars 2026 un dossier précisant l'ensemble des impacts des changements retenus dans le cadre de l'abandon du projet présenté le 29 juillet 2024, un planning prévisionnel de mise en œuvre ainsi que les impacts de ces changements sur l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 mars 2025 permettant d'encadrer le site.*

*Par ailleurs, ce dossier doit comprendre également la mise en place de mesures transitoires compensatoires afin de :*

- maximiser les capacités de rétentions des eaux d'extinctions sur site ,*
- modifier les modalités de stockage des déchets dangereux conditionnés sur site (mise en place de benne, etc.) pour limiter le stockage non couvert. »*

---

## 2 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS-PUBLICITÉ-EXÉCUTION

---

### 2.1 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L. 181-17 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré, selon les dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, au tribunal administratif, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLEANS :

- par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture ou de l'affichage en mairie (s) de l'acte, dans les conditions prévues à l'article R.181-44 de ce même code. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision pour le pétitionnaire ou de sa publication pour les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé au préfet d'Indre-et-Loire – Préfecture d'Indre-et-Loire – Bureau de l'environnement – 37925 TOURS Cedex 9
- un recours hiérarchique, adressé à la ministre de la transition écologique, de la biodiversité et des négociations internationales sur le climat et la nature – Direction générale de la prévention des risques – Tour Séquoia – 1 place Carpeaux – 92055 LA DEFENSE CEDEX.

Le recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux prévus par l'article R.181-50 du code de l'environnement.

### 2.2 PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale ou de l'arrêté de refus est déposée à la mairie de Joué-lès-Tours et peut y être consultée ;

2° Un extrait de ces arrêtés est affiché à la mairie de Joué-lès-Tours pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture d'Indre-et-Loire pendant une durée minimale d'un mois.

### 2.3 EXÉCUTION

La secrétaire générale de la préfecture de d'Indre-et-Loire, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et le maire de Joué-lès-Tours sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Tours, le 30 janvier 2026

Pour le préfet et par délégation,  
La secrétaire générale de la préfecture,

*signé*

Florence GOUACHE